



Délibération n°76/CT/2022 du 03/10/2022 portant abrogation des délibérations n°158/CT/2020 et 30/CT/2012

- VU** la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, notamment l'article L. 2241-1 ;
- VU** le décret n°2008-1020 du 22 septembre 2008 modifié portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- VU** le budget annexe des déchets verts ;
- VU** l'avis des membres du conseil d'exploitation de la régie des déchets verts en date du 3 octobre 2022 ;

Considérant que conformément à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent l'élimination des déchets des ménages ;

Considérant que conformément à l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les collectivités visées à l'article L. 2224-13 assurent également l'élimination des autres déchets qu'elles peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières ;

Considérant que conformément aux dispositions du I de l'article 43 de la loi la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, compétentes en matière de collecte et de traitement des déchets végétaux ;

Considérant la collecte bimensuelle des déchets végétaux assurée sur l'ensemble de la commune ;

Considérant que les membres du conseil municipal ont le 23 décembre 2020 instauré la tarification du service, à hauteur de 1 500 Fcfp par an et par foyer à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Considérant que cette tarification a soulevé un certain nombre de doléances dont les membres du conseil d'exploitation de la régie de l'eau ont tenu compte dans le cadre d'une réflexion entamée en février 2022 ;

Considérant que cette tarification a soulevé un certain nombre de doléances dont les membres du conseil d'exploitation de la régie de l'eau ont tenu compte dans le cadre d'une réflexion entamée en février 2022 ;

Considérant qu'il convient de suspendre la tarification instaurée, dans l'attente de futurs arbitrages ;

Où l'exposé du premier adjoint au maire ;

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 04/10/2022 987-200015097-20221003-DEL_2022_76-DE

Après en avoir délibéré en sa séance du 3 octobre 2022

ADOPTE

- Article 1 :** Les délibérations n°158/CT/2020 du 23 décembre 2020 et n°30/CT/12 du 7 mai 2012 sont abrogées.
- Article 2 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services de la commune de Tumaraa. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux (2) mois vaut décision de rejet. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.
- Article 3 :** Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Pour le maire empêché
Le 1^{er} adjoint

M. Serge AMIOT



Conformément à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales, le maire de la commune de Tumaraa certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération.

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 04/10/2022 987-200015097-20221003-DEL_2022_76-DE

Date de la convocation	Date d'affichage de la convocation	Date de la séance	Date de publication sur le site Internet (1)	Date de transmission à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent	Date du rendu exécutoire
23 SEP. 2022	23 SEP. 2022	03 OCT. 2022	03 OCT. 2022	03 OCT. 2022	03 OCT. 2022

Le 3 octobre 2022 à 8h10, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de Tevaitoa en séance publique sous la présidence de monsieur Serge Amiot, premier adjoint au maire.

Conformément à l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination du secrétaire de séance. Mme Hinarava Davida a été désignée pour remplir cette fonction.

Le quorum ayant été atteint, le conseil municipal peut délibérer valablement aux termes de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de conseillers		Nom - Prénom	Présent	Absent	Procuration donnée à
En exercice	27	TETUANUI Cyril		X	
Présents	19	AMIOT Serge	X		
Absents	08	TEHUIOTOA Noëla	X		
Procurations	02	DEHORS Raimana		X	
Pour	21	DAVIDA Hinarava	X		
Contre	00	SHAN Gabriel	X		
Délibération N°76/CT/2022 <i>portant abrogation des délibérations n°158/CT/2020 et 30/CT/2012</i>		TAUTOO Philomène	X		
		MAI Alfred	X		
		GUILLOUX Pitate	X		
		TERAIHAROA Pierre	X		
		EBERA Léontine	X		
		TAURAA Come	X		
		PEU Yvette		X	
		TAEAE Micheline	X		
		HOLMAN Gérard	X		
		TEHAAI Christian		X	DAVIDA Hinarava
		TARATI Tina	X		
		TEHEIURA Séraphin	X		
		RAAPOTO Tihoni		X	
		OLDHAM Constance		X	COME Tauraa
		COLOMES Moemoea	X		
		GOLTZ Gérard	X		
		TEFAATAU Teddy	X		
		ATTU Gaëtan	X		
	DRUART Jacqueline		X		
	HOPARA Rino	X			
	LIKAOU Johan		X		

(1) www.commune-tumaraa.pf

Pour le maire empêché, le premier adjoint

M. Serge AMIOT



Le secrétaire de séance

Mme Hinarava DAVIDA

RF HAUT-COMMISSARIAT DE PAPEETE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 04/10/2022 987-200015097-20221003-DEL_2022_76-DE